

NOTE DE RECHERCHE

L'INDÉPENDANCE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : UN PARCOURS SURPRENANT

N° 5 : LA QUESTION NATIONALE À
TRAVERS LE MONDE

PAR JEAN-PATRICK BRADY

Doctorant à l'ENAP et
chercheur-boursier à la CREPIC

NOVEMBRE 2013

En partenariat avec

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	2
Une volonté qui remonte au début du XX ^e siècles.....	2
Le divorce d velours.....	3
Un héritage inattendu.....	5
Conclusion.....	9
Bibliographie.....	10

INTRODUCTION

Suite à l'effondrement du bloc soviétique en 1989, la Tchécoslovaquie est entrée dans une nouvelle ère de son histoire. Une révolution de velours a eu lieu, ce qui a laissé croire à une occidentalisation de ce pays. Toutefois, avant d'y arriver, il fallait que le pays tente de régler les querelles internes qui surgissaient entre la partie tchèque du pays face à la minorité slovaque, qui revendiquait de plus en plus fortement son autonomie. Durant l'année 1992, des discussions ont lieu entre les deux parties. Sans effusion de sang, sans référendum, la Tchécoslovaquie est scindée en deux nouveaux États : la République tchèque et la Slovaquie. Cet épisode allait désormais porter le nom très évocateur

de « divorce de velours ». Au cours des prochaines pages, nous tenterons de mieux comprendre l'indépendance de la République tchèque, caractérisée principalement par une volonté remontant au début du XX^e siècle, une accession à l'indépendance sans consultation populaire, une absence de violence et le développement d'un euroscepticisme dans les dernières années. Nous débuterons avec le tracé historique menant à l'indépendance de ce pays de l'Europe centrale d'environ 10,5 millions d'habitants. Nous analyserons ensuite le déroulement de l'accession à l'indépendance au début des années 1990 pour ensuite montrer les différentes facettes de l'héritage de cette indépendance.

UNE VOLONTÉ QUI REMONTE AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE

La population tchèque a fait partie de l'empire austro-hongrois pendant plusieurs siècles. Il a fallu attendre la seconde partie du XIX^e siècle pour voir un renouvellement de la conscience nationale naître chez les Tchèques. Au tournant du XX^e siècle, une personnalité publique commence à se faire remarquer. Cette personnalité, Thomas Masaryk, allait être la figure de proue du nouveau mouvement national qui permettrait à la Tchécoslovaquie de voir le jour. Durant la Première Guerre mondiale, il a attaqué de manière virulente l'alliance entre l'empire austro-hongrois et l'Allemagne. Il a profité de ses contacts

dans les pays alliés pour avoir accès aux hauts dirigeants. Il a ainsi réussi à obtenir de leur part une reconnaissance d'un nouvel État tchèque. Mais avant de concrétiser ce projet, un détail important restait à régler : l'adhésion des Slovaques à ce nouvel État. Masaryk est donc parti aux États-Unis afin de rencontrer une importante partie de la diaspora slovaque et leur a promis une large autonomie dans la gestion de leurs affaires publiques. Cette large autonomie s'est traduite, par exemple, par la mise sur pied d'un gouvernement local (ou provincial) slovaque et par l'utilisation de la langue slovaque dans

les écoles étant sur son territoire. Ces discussions allaient donner lieu à la Convention de Pittsburgh de 1918, signée par 29 personnalités importantes tchèques et slovaques. Après la victoire des Alliés quelques mois plus tard, la Tchécoslovaquie pouvait voir le jour. Masaryk devient le premier président du pays et le restera jusqu'en 1935. Le pays naissant adopte la démocratie, cas relativement rare dans cette partie de l'Europe, et jouit d'une économie prospère, du moins jusqu'en 1939.

À l'instar des autres pays européens, la Tchécoslovaquie n'a pas été épargnée par la Deuxième Guerre mondiale, qui a eu des conséquences sur son indépendance. La Tchécoslovaquie devient rapidement un satellite soviétique jusqu'en 1989, année où la « révolution de velours » s'est produite et a mis fin au régime communiste dans ce pays. À partir de ce moment, la Tchécoslovaquie « récupère » son indépendance. Ce moment de l'histoire est toutefois de courte durée.

LE DIVORCE DE VELOURS

Dès la fin du régime communiste, la minorité slovaque revendiquait une plus grande autonomie à l'intérieur de la Tchécoslovaquie. Les tensions sont exacerbées suite à l'adoption de réformes économiques qui sont désapprouvées par les Slovaques. Selon Svec (1992), la situation économique de chacune des nations à l'aube du divorce de velours était assez différente. Les Slovaques auraient souffert davantage que les Tchèques de la chute du régime communiste sur le plan économique. Pour donner un exemple, à l'époque, le taux de chômage était de 12 % pour la population slovaque contre 4 % pour les Tchèques. Cette dynamique économique se reflète dans l'identité même des Tchèques, qui voient dans cette vitalité une capacité de leur peuple à se démarquer de la minorité slovaque. Certains vont même dire qu'il est possible que les Tchèques aient vu dans les Slovaques un frein à leur croissance économique, alors que ces derniers considéraient que les réformes

économiques visaient à les opprimer (Butora et Butorova 1995).

Lors des élections du parlement tchèque et slovaque en 1992, il était de plus en plus question du fonctionnement et de la forme que devrait prendre l'État tchécoslovaque. D'un côté, le futur gagnant des élections tchèques et chef du Parti démocratique civique, Vaclav Klaus, privilégiait le maintien d'un État fédéral fonctionnel. Du côté slovaque, Vladimir Meciar, chef du Mouvement pour la Slovaquie Démocratique, tendait davantage vers la souveraineté de la Slovaquie. Dans ce qui est considéré comme un paysage politique très fragmenté, les deux partis politiques ont réussi à obtenir 34 % des intentions de vote, pourcentage non négligeable (Rupnik 1999). Le résultat des élections laissait donc planer la possibilité d'une grave confrontation. Le récit des jours suivants est pour le moins étonnant. Dès leur première rencontre, le Premier ministre tchèque questionne son vis-à-vis

slovaque sur sa volonté de mettre en place son programme sur la souveraineté. Après avoir obtenu la confirmation de ce dernier, Klaus aurait répondu rapidement qu'il n'avait pas l'intention de s'opposer à ce qu'il considérait comme la volonté légitime du peuple slovaque. De plus, en l'absence d'un État fédéral viable, la séparation devenait alors inévitable (Rupnik 1999).

Le 17 juillet 1992, le parlement slovaque adopte la déclaration d'indépendance par 113 votes sur un total de

147. Quinze minutes après ce vote, le président tchécoslovaque, Vaclav Havel, annonce qu'il abdique. À partir de ce moment, il n'y a aucun obstacle à l'indépendance de la Slovaquie, qui se produit le 1er janvier 1993.

Les modalités de celle-ci ont été discutées sans remettre en question le fondement même de l'indépendance. Il y a eu une trentaine d'accords bilatéraux entre

Un autre fait demeure surprenant. Non seulement la séparation entre les deux nations s'est-elle produite sans violence, mais la majorité de la population de chacune des parties y était opposée.

les représentants politiques tchèques et slovaques sur des sujets comme la délimitation des frontières, le partage des propriétés fédérales ainsi que la division de la dette fédérale. Afin que les accords conclus soient respectueux, les points de repère établis ont été l'histoire des deux nouveaux pays, le territoire habité par les deux nationalités ainsi qu'un ratio de

deux, basé sur la proportion de chacune des populations dans l'État fédéral tchécoslovaque.

La position du premier ministre tchèque face à cette situation s'est butée à une certaine opposition dans la société. Cette opposition a principalement émané de l'extérieur du parlement tchèque, car ce

Le 17 juillet 1992, le parlement slovaque adopte la déclaration d'indépendance par 113 votes sur un total de 147. Quinze minutes après ce vote, le président tchécoslovaque, Vaclav Havel, annonce qu'il abdique. À partir de ce moment, il n'y a aucun obstacle à l'indépendance de la Slovaquie, qui se produit le 1er janvier 1993.

dernier s'était résigné à voter en faveur de la dissolution de la Tchécoslovaquie le 25 novembre 1992, par un vote de 183 députés sur 300. Cette adoption a toutefois été obtenue par une mince majorité, considérant qu'il fallait 180 députés en faveur de la proposition, ce qui représentait le 3/5 des votes nécessaires. Une tentative de référendum a par la suite été effectuée. Une pétition de deux millions de noms, dont

200 000 Slovaques, demandait un référendum sur la question. Les députés n'ayant pas été aptes à s'entendre sur les

paramètres de ce référendum, il n'a pas pu avoir lieu. Une initiative citoyenne de référendum a aussi été organisée par la suite, sans que celle-ci soit entendue par les dirigeants (Ule 1996). L'affaire était donc conclue, la Slovaquie et la République tchèque allaient se séparer et cette séparation se ferait par l'entremise des élites en place (Eyal 2003).

Un autre fait demeure surprenant. Non seulement la séparation entre les deux nations s'est-elle produite sans violence, mais la majorité de la population de chacune des parties y était opposée. En juin 1992, 81 % des Tchèques y étaient opposés et 63 % des Slovaques avaient la même position (Rupnik 1999). Selon Butorova (1993), le pourcentage a aussi augmenté chez les Slovaques après l'accession à l'indépendance. Deux ans plus tard, en 1995, cette tendance se confirmait chez les Slovaques.

Toutefois, la population tchèque tendait davantage vers la position inverse : 57 % de ces derniers préféreraient vivre dans leur propre État alors que seulement 36 % des Slovaques étaient heureux et à l'aise avec l'indépendance de leur pays (Ule 1996). Nous verrons dans la prochaine section qu'avec le temps, ce choix politique sera mieux accepté par les Slovaques et que le parcours identitaire des deux peuples sera différent et parfois même surprenant, principalement dans le cas tchèque.

UN HÉRITAGE INATTENDU

L'identité tchèque est sans contredit l'un des aspects les plus marqués par l'héritage de l'indépendance. On peut se demander, notamment, comment cette indépendance est perçue par le peuple tchèque : est-ce une réussite ou un

de réfléchir à cette situation qui s'est imposée à eux. Alors que plusieurs Tchèques ont difficilement vécu la fin de l'État tchécoslovaque, il semble naturel pour eux de voir cette séparation comme étant un heureux événement aujourd'hui. La transition de l'identité

Alors que plusieurs Tchèques ont difficilement vécu la fin de l'État tchécoslovaque, il semble naturel pour eux de voir cette séparation comme étant un heureux événement aujourd'hui. La transition de l'identité tchèque s'est faite rapidement, car il n'y a pas eu de bouleversements économiques importants, et une bonne partie de la population tchèque a continué de percevoir le nouvel État tchèque comme le prolongement de l'ancien État tchécoslovaque.

tchèque s'est faite rapidement, car il n'y a pas eu de bouleversements économiques importants, et une bonne partie de la population tchèque a continué de percevoir le nouvel État

échec? Sur un continent de plus en plus intégré, comment les Tchèques se perçoivent-ils à travers le jeu de l'Union européenne et face aux autres grandes organisations comme l'OTAN?

tchèque comme le prolongement de l'ancien État tchécoslovaque.¹ Il faut dire que les Tchèques possèdent une grande fierté identitaire. Le célèbre écrivain Milan Kundera a d'ailleurs dit

Le divorce de velours ayant été proclamé voilà 20 ans et quelques mois, les Tchèques ont eu l'occasion

⁵ Malgré cela, il n'en reste pas moins que la population voit d'un mauvais œil une personnalité politique déclarant avoir été en faveur de la dissolution de la Tchécoslovaquie, ce qui démontre que le sentiment d'appartenance des Tchèques à l'ancien pays subsiste. (Simecka 2012).

de son peuple qu'il possède une hérédité pour la démocratie et une culture de la non-violence (1984). L'ancien président Klaus va plus loin en ajoutant que le capitalisme est un trait inné pour son peuple (Auer 2007).

Il n'est donc pas surprenant que l'amère déception qu'a engendrée la dissolution de la Tchécoslovaquie chez plusieurs Tchèques ait rapidement cédé à une fierté identitaire renouvelée. La prochaine section s'attardera plus longuement sur cette fierté, plus précisément sur l'orgueil qu'elle a fait naître chez les Tchèques lorsque ces derniers ont été confrontés à l'Union européenne.

Sur la question de l'adhésion à l'Union européenne et aux autres grandes organisations, les Tchèques ont évolué d'une manière insoupçonnée. Suite à la chute du régime communiste, une bonne partie de l'élite politique et de la population tchèque se réjouissait de la perspective d'effectuer un retour vers l'Occident. Ils ont adhéré à l'OTAN en 1999 avec la Pologne et la Hongrie. En 1996, le parlement tchèque a formulé une demande d'adhésion à l'Union européenne, adhésion qui n'aura finalement lieu qu'en 2004, suite à de nombreuses réformes demandées par l'UE. La scission de l'identité tchèque face à l'Union européenne commence à surgir dans les années qui ont suivi. Alors que tout portait à croire que la population tchèque était plus proche de l'Union européenne que la population slovaque, il naît chez les Tchèques un euroscepticisme grandissant. À un tel point que l'Euro n'y a pas encore adopté

et que cette adoption risque d'être repoussée de quelques années encore, contrairement à la Slovaquie, qui a déjà adopté cette monnaie. Comment expliquer ce revirement de situation? Un éditorial du journal tchèque *Hospodářské Noviny* expliquait en 2009 cet euroscepticisme par un manque de débat, dont les seuls tenants seraient ceux qui parlent au nom de cette vision, avec en tête le président de l'époque, Vaclav Klaus. L'éditorial d'un autre journal en 2011, *Lidové noviny*, souligne deux autres facteurs qui expliqueraient le chemin parcouru par les Tchèques. Premièrement, peu de personnes en République tchèque seraient aptes à comprendre les institutions européennes, d'où l'incompréhension qui règne face à l'Union européenne. Deuxièmement, le journal mentionne une étude sociologique qui stipule que la population se serait tournée vers le capitalisme à cause de son mode de consommation et non en fonction de ses valeurs profondes. Pour terminer, un dernier éditorial, du *Respekt* (2012), considère que pour les Tchèques :

« Le sentiment d'avoir réussi des transformations économiques relativement indolores ne les a pas poussés à mener un travail d'introspection, encore moins à apprendre l'humilité. Le drame slovaque, lorsqu'ils y prêtaient attention, n'était pour eux qu'une confirmation du fait que la scission de la fédération était la meilleure chose qui pouvait leur arriver. Raisons pour lesquelles ils n'envisageaient pas l'Union européenne comme un "espace vital" qui garantit sécurité et

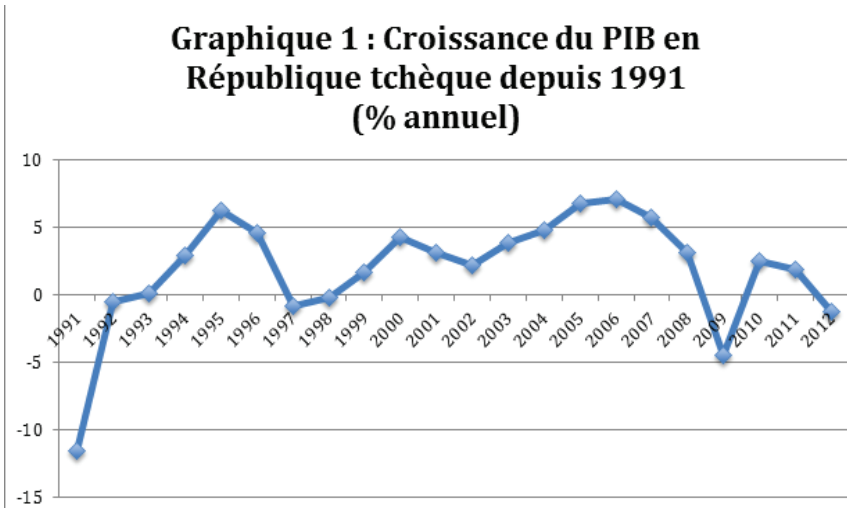
souveraineté nationale (à l'instar des Slovaques), mais plutôt comme un simple cadre économique compatible avec leurs intérêts commerciaux. »

Suivant cette logique, l'identité tchèque semble s'être transformée face à l'Union européenne depuis l'accession à l'indépendance. Cela ne signifie pas pour autant que la société tchèque est en recul, comme le démontrent certains indicateurs économiques et sociaux.

Sur ces aspects, les prochains graphiques démontrent que la situation en République tchèque depuis l'accession à l'indépendance est loin d'être catastrophique. Le premier graphique illustre la croissance du PIB

depuis 1991. En regardant de plus près cet indicateur, nous constatons que la situation économique de la République tchèque depuis son indépendance reste favorable. À partir de 1993 et ce, jusqu'en 1995, la croissance économique était bien meilleure qu'en 1991 et 1992. Malgré des années moins fastes, entre 1996 et 1998, l'économie tchèque s'est maintenue en territoire positif de 1999 à 2008. En 2009, comme l'ensemble de l'économie mondiale, la République tchèque a connu des difficultés. Néanmoins, de manière générale, cet indicateur reste clair : la santé économique de la République tchèque est bonne depuis l'accession à l'indépendance.

Graphique 1 : Croissance du PIB en République tchèque depuis 1991 (% annuel)



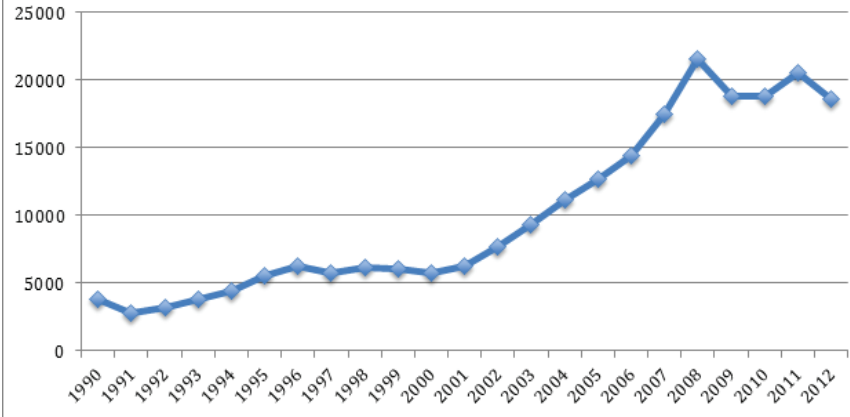
Le deuxième graphique est encore plus intéressant pour notre cas de figure. Le PIB par habitant, souvent utilisé pour analyser le niveau de vie d'une population, démontre que la situation s'est améliorée grandement depuis 1993. En 1990, le PIB par habitant était

de 3 786,86 \$. En 1993, il en était à 3 800,96 \$. Deux ans plus tard, il avait fait un bond important et se chiffrait à 5 595,61 \$. Dix ans plus tard, il avait plus que doublé (12 705,60 \$). En 2012, il atteignait 18 607,71 \$. Bref, de 1993 à 2012, le PIB par habitant a presque

quintuplé. Cette donnée renforce la thèse selon laquelle le niveau de vie des Tchèques s'est amélioré depuis l'indépendance, ce qui vient contredire ceux qui stipulent que l'accession

à l'indépendance d'une population entraîne irrémédiablement des troubles économiques ou une baisse du niveau de vie.

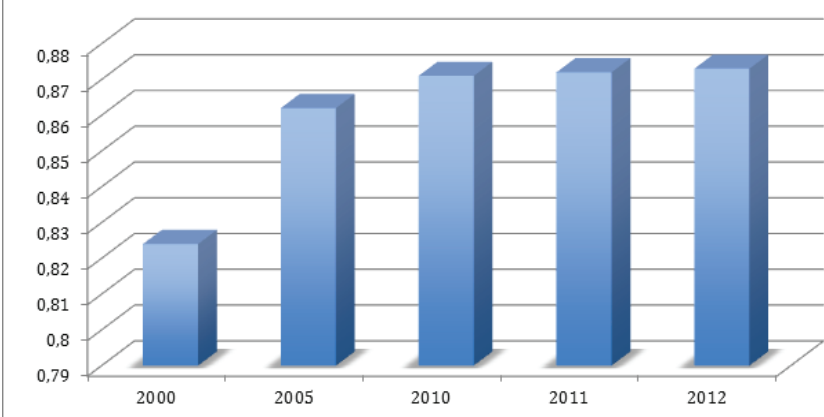
Graphique 2 : PIB par habitant en République tchèque (\$ US courants)



Un indicateur plus global peut aussi être utilisé pour analyser le chemin parcouru

par la République tchèque : l'indice de développement humain (IDH).

Indice de développement humain en République tchèque entre 2000 et 2012



Les données pour cet indicateur ne sont disponibles qu'à partir de 2000, ce qui

limite un peu notre analyse. Toutefois, nous pouvons tout de même nous en

servir, considérant que cet indice a connu une hausse significative depuis. En 2000, l'IDH de ce pays était de 0,824. En 2012, il était de 0,873. Le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) établit aussi une donnée globale pour un IDH très élevé.

Depuis 2000, la République tchèque s'en approche irrémédiablement. En 2000, ce pays avait un écart de 0,043. En 2012, cet écart avait rétréci à 0,032. La République tchèque améliore donc cet indicateur de manière substantielle.

CONCLUSION

L'indépendance de la République tchèque a été marquée par certains éléments qui la distinguent des autres cas. Premièrement, elle n'a pas été marquée par des déchirements internes entre la population tchèque et la minorité slovaque qui réclamait davantage d'autonomie. Ensuite, tant la population tchèque que la population slovaque ne souhaitaient cette séparation. C'est plutôt l'élite politique de chacun des côtés qui a décidé de se diriger vers cette option, sans consultation populaire, malgré le fait que les élections de 1992 aient porté principalement sur le rôle de l'État fédéral tchécoslovaque.

La dissolution de la Tchécoslovaquie est donc un modèle qui suscite la réflexion. Est-ce que ce « divorce de velours » pourrait être possible ailleurs? L'économie tchèque démontre-t-elle significativement que l'indépendance lui a été bénéfique? Le Québec peut sans contredit étudier sérieusement ce modèle, qui démontre que l'économie

s'est améliorée depuis 1993. De plus, l'indépendance tchèque n'a pas empêché la possibilité pour les nations indépendantes d'adhérer aux grandes organisations comme l'OTAN ou l'Union européenne. En fait, nous avons constaté que la population tchèque a vu dans cette indépendance la possibilité de s'épanouir davantage sur le plan économique et de devenir pleinement maître de son destin. Il lui reste encore à peaufiner certains éléments de son identité nationale face à l'Union européenne, mais 20 ans après son indépendance, il nous est possible d'affirmer que le cheminement de ce pays vers la souveraineté n'a pas entraîné de conflit avec la minorité slovaque, alors que plusieurs de ses voisins ont subi des épisodes de violence. Ce modèle démontre que, contrairement à ce que plusieurs détracteurs de la souveraineté du Québec mentionnent, il est possible d'en arriver à l'indépendance, et ce, sans violence ni perturbations économiques.

BIBLIOGRAPHIE

AUER Stefan. *After 1989, who are the Czechs ? Nationalism and technic politics*. Vol.12, num 3, 2006, 21 pages.

BANQUE MONDIALE. *Base de données sur la République tchèque*. Washington, 2013.

BOOKMAN, Milica. *War and peace : The divergent breakups of Yugoslavia and Czechoslovakia*. Journal of peace research. Vol. 31, num. 2, 1994, 13 pages.

BROWN. Scott. *Prelude to a divorce? The Prague spring as dress rehearsal for Czechoslovakia's velvet divorce*. Europe-Asia studies. Vol. 60, num. 10, 2008, 23 pages.

BUROTA, Martin et Zora BUTOROVA. *Identités en transition : de la Tchécoslovaquie à la Slovaquie*. Politiques et Sociétés, 1995, num. 28, 26 pages.

CIA. *World Factbook : Czech republic*. Adresse Web : www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ez.html

ELH, Martin. *Pourquoi les Tchèques boudent l'Europe*. Presseurop, 2 octobre 2009. Adresse Web : www.presseurop.eu/fr/content/article/108051-pourquoi-les-tcheques-boudent-l-europe

ENCYCLOPÉDIE BRITANNICA. Tomas Masaryk. Site consulté le 5 août 2013. Adresse Web : www.britannica.com/EBchecked/topic/367736/Tomas-Masaryk

EYAL, Gil. *The origins of postcommuniste lites : From Prague spring to breakup of Czechoslovakia*. University of Minnesota Press, 2003. 238 pp.

FAWN, Rick. *The Czech republic : a nation of velvet*. Harwood academic. Amsterdam, 2000, 174 pages.

HILDE, Paal Sigurd. *Slovak nationalism and the break-up of Czechoslovakia*. Europe-Asia studies, vol. 51, num.4, 1999, 19 pages.

KAUFMAN, Robert R. *Market reform and social protection : lessons from Czech republic, Hungary and Poland*. East european politics and societies, 2007, vol. 21, num. 1, 16 pages.

KOPECKY, Petr. *Explaining different paths of democratizations : The Czech and Slovak republics*. Journal of communist studies and transition politics, vol.16, num. 3, septembre 2000, 22 pages.

KUNDERA, Milan. *The Tragedy of Central Europe*. New York Review of Books, 26 April 1984, pp. 33–36.

MACEK-MACKOVA Emmanuela. *Challenges in conflict management in multi-ethnic states – the dissolution of Czechoslovakia and Serbia and Montenegro*. Nationalities papers, vol.39, num.4, juillet 2011, 20 pages.

MLEJNEK Jr. Josef. *A Prague, l'Europe est parfois loin*. Presseurop, 20 décembre 2011. Adresse Web : www.presseurop.eu/fr/content/article/1310151-prague-l-europe-est-parfois-loin

NEDELSKY, Nadya. *Civic nationhood and the challenges of minority inclusion*. Ethnicities, 2003, vol. 3, 31 pages.

ROUSEK, Leos. *Czechoslovak « Velvet Divorce » Marks 20th Anniversary*. Wall Street Journal, New York, 31 décembre 2012. Adresse Web : blogs.wsj.com/emergingurope/2012/12/31/czechoslovak-velvet-divorce-marks-20th-anniversary/

RUPNIK, Jacques. *Un bilan du divorce tchéco-slovaque*. Critique internationale, numéro 2, hiver 1999, 25 pages.

RUPNIK, Jacques. *Le Déchirement des nations*, Éditions le Seuil, Paris, 1995,

SIMECKA, Martin M. *Le destin croisé des divorcés de velours*. Presseurop, 17 juillet 2012. Adresse Web : www.presseurop.eu/fr/content/article/2358171-le-destin-croise-des-divorces-de-velours

SVEC, Milan. *Czechoslovakia's velvet divorce*. Current History, 1992, 5 pages.

THERRIEN, Marc-Antoine. *Impact de l'adhésion à l'Union européenne sur l'administration publique de l'Espagne, de l'Autriche et de la République tchèque*. Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation. École nationale d'administration publique, vol. 2, num. 3, mai 2009, 49 pages.

ULE, Otto. *Czechoslovakia's velvet divorce*. East european quarterly, vol. 30, num.3, 1996, 22 pages.

La série « La question nationale à travers le monde »

Les Québécois sont-ils les seuls, à travers le monde, à se poser la question de leur destin comme nation? Sont-ils les seuls à se demander s'ils doivent devenir un pays ? Sont-ils les seuls à s'inquiéter pour l'avenir de leur langue et de leur identité?

On a de temps en temps l'impression que le Québec fait bande à part dans le monde contemporain. Pourtant, un peu partout à travers le monde, on se pose ou on s'est posé de semblables questions.

Dans la série « La question nationale à travers le monde », l'Institut de recherche sur le Québec et le *Journal de Montréal* proposent un voyage à travers le monde pour mieux se comprendre.

Présentation de l'IRQ

Fondé en 2002, l'Institut de recherche sur le Québec (IRQ) a pour mission de susciter, de soutenir et de diffuser des recherches et des textes d'opinion sur des sujets touchant le développement du Québec, la défense de ses intérêts vitaux et de l'identité qu'ils traduisent.

Lieu d'échanges, de concertation et de débats entre les groupes et les individus qui réfléchissent et agissent pour bâtir le Québec, l'IRQ se situe au carrefour de l'observation et de l'action.



2207, rue Fullum
Montréal (Québec) H2K 3P1
Téléphone : 514 527-6223

www.irq.qc.ca